

NOUVEAU CODE DE L'INVESTISSEMENT

Des députés dénoncent le projet

L'exposé des motifs du projet de texte explique que le droit de préemption «a perdu le rôle d'instrument de contrôle de l'accès des étrangers à l'économie nationale depuis la suppression de la procédure d'examen préalable par le Conseil national de l'investissement (CNI)», et que la règle 51/49% rend difficile le contrôle de l'ensemble des flux entrants des investissements étrangers.

Younès Djama - Alger (Le Soir) - Le ministre de l'Industrie et des Mines, Abdesselam Bouchouareb, a présenté hier le projet de code de l'investissement à l'Assemblée populaire nationale (APN) en session plénière. Aussitôt le texte présenté, les députés ont pris la parole.

Hormis les députés du FLN et du RND qui ont salué le texte, quand bien même la plupart d'entre eux sont passés à côté, les élus de l'opposition (Alliance de l'Algérie verte, Parti des travailleurs) ont dénoncé en appelant à son abrogation.

Le député du PT, Ramdane Taâzibt, met en avant le rejet de son parti dudit texte «globalement et dans le détail». «C'est un code de l'investissement qui accentue une politique faite d'exonérations fiscales

et parafiscales. C'est un code qui va ouvrir la voie au pillage des ressources mais aussi au détournement de fonds publics parce que nous savons que très souvent les investisseurs étrangers et nationaux tirent profit des avantages qui sont octroyés par l'Etat et après la fin de la période d'exonération, ils ferment boutique ou bien changent d'activité ou de statut», relève-t-il d'emblée. «Nous pensons que c'est un leurre que de croire que l'économie algérienne sera construite par les investissements directs étrangers (IDE). Tout le monde sait qu'il y a une chute des IDE dans le monde, et même chez nous ce sera la même chose», pronostique-t-il, dénonçant les tentatives de fragilisation de la règle 51/49 et le droit de préemption. «La règle 51/49% a été transférée vers la loi de

finances 2016, ce qui de fait la fragilise et sera à la portée des pressions extérieures, ce qui laisse supposer qu'elle sera supprimée à tout moment. Elle a été retirée du code de l'investissement pour ne pas effrayer les investisseurs étrangers qui refusent en réalité d'être contrôlés et que l'Etat ait un droit de regard dans les partenariats avec les étrangers», soutient le député du PT qui bat en brèche l'argument des députés favorables à sa suppression sous prétexte qu'elle freine les flux des IDE.

«Ceux qui disent que la règle 51/49% freine les investissements étrangers ont tout à fait tort, car avant 2009 et l'instauration de cette règle, nous n'avions pas eu de flux d'IDE extraordinaires. Mieux, il y a eu même une petite augmentation des IDE avec l'instauration de la règle», martèle-t-il tout en regrettant que des députés censés représenter les intérêts du pays réclament sa suppression. «Nous considérons aussi que pour un Etat comme l'Algérie, jeune nation où nous avons tout à construire, tous les secteurs sont stratégiques. Nous allons introduire des amendements en vue de rétablir la règle», souligne Taâzibt. Même topo



Photo : NewPress

Bouchouareb présentant le projet de code de l'investissement à l'APN.

du côté des députés de l'AAV, qui ont tous relevé l'absence d'une vision économique claire de la part du gouvernement.

Le député Hamdadouche Nacer a regretté que le code sur l'investissement ait été présenté d'abord aux hommes d'affaires américains et français avant d'atterrir à l'Assemblée. «Nous sommes dans une situation de hors-jeu», fait remarquer le député qui ajoute : «Nous

avons l'impression que nous sommes face à un nouveau gouvernement et non pas de la même équipe qui est là depuis 16 ans.»

Lors de sa présentation, Abdesselam Bouchouareb a indiqué que le code de l'investissement s'inscrit dans le cadre de la politique générale du gouvernement visant la modernisation et l'amélioration continue du climat des investissements.

Y. D.

FINANCES ISLAMIQUES À LA RESCOUSSE

Pourquoi les Algériens boudent le système bancaire actuel

L'affaire El Khalifa Bank a définitivement marqué l'histoire bancaire algérienne et a rompu la confiance, déjà fragile, qu'avaient les Algériens en les établissements financiers. La pratique des intérêts par la quasi-totalité des banques activant en Algérie est explicative de cette indocilité. La finance islamique a-t-elle les moyens d'inverser cette tendance ?

Naouel Boukir - Alger (Le Soir) - Contrairement à ce que l'on raconte, la finance islamique ne date pas d'hier ou des années 1970. Mais, c'est seulement ces derniers temps qu'on lui accorde une importance particulière vu les crises cycliques et récurrentes que génère le système financier international ultra-capitalistique. Le forum économique du quotidien *El Moudjahid* a réuni, hier, certains économistes en la matière. Ils ont confirmé que les premières réflexions autour de cette question ont d'abord germé chez l'un des ulémas de Béni Mzab qui a exposé son étude à la Banque d'Algérie coloniale en 1929 déjà. Evidemment, aucune suite n'a été donnée à sa requête. Et étrangement, cette analyse coïncide avec l'énorme krach boursier de 1929 qui a pris son envol un sombre jeudi depuis Wall Street, New York.

Le professeur chercheur Mohamed Djellal a rappelé l'aspect tourbillonnaire d'un système financier roulant en boule de neige la dette des individus mais surtout celle des Etats, qui est naturellement plus conséquente. Christine Lagarde, directrice générale du Fonds monétaire international (FMI) depuis 2011, a déclaré le caractère vicieux de la sphère financière actuelle conduite par le jeu de la spéculation. Lors de

la dernière réunion du G20, elle a insisté sur la nécessité de «s'inspirer» des finances islamiques afin de cogiter la réforme du système actuel en pleine dérive.

Cependant, même si sont nombreux les individus, les entreprises et les Etats qui ont pris goût ou pris dans le piège de ce jeu spéculatif, la plupart des Algériens n'y adhèrent pas. D'ailleurs, plus de 3 000 milliards de dinars échappent au circuit bancaire aujourd'hui ; sans parler des devises, a précisé M. Djellal. Le scandale de la banque El Khalifa a,

certain, marqué les esprits et le fantôme de l'incertitude que véhicule la pratique des intérêts les effraie encore. «La finance islamique trouvera certainement sa place dans ce contexte», a-t-il soutenu.

Quelle est la véritable signification de cette terminologie ? L'expert financier et directeur de la banque Al Salam, Nacer Bouchedad, a voulu nuancer cette appellation afin d'éviter les confusions. Selon lui, il ne s'agit en aucun cas «d'une finance religieuse ou dogmatique» mais «d'une finance inspirée de la sunna

et qui s'adosse à l'existence d'un échange commercial ou économique réel, à l'inverse des pratiques spéculatives». Malheureusement, continue-t-il, il n'existe que deux banques qui fonctionnent selon les principes et les normes de la finance islamique en Algérie : El Baraka et Al Salam. Elles n'occupent que 2% du marché, «bien en deçà de leurs potentialités».

Sachant que les services bancaires qu'elles proposent bénéficient «de beaucoup d'engouement, de la part des particuliers principalement

puisque'ils n'ont pas à s'investir éternellement dans le remboursement des dettes, spécialement si leur budget est limité».

Cependant, la faiblesse du réseau de ces banques et la concurrence des banques publiques historiques font que les services de celles-ci sont peu connus. Même s'ils peuvent certainement dynamiser le circuit bancaire et pérenniser l'activité économique des entreprises étouffées par le poids de leurs dettes aujourd'hui.

N. B.

ABROGATION DE L'ORDONNANCE 97-13 ET FIXATION DE L'ÂGE DE LA RETRAITE À 60 ANS

La nouvelle ordonnance avant fin août

L'ordonnance 97-13 du 31 mai 1997 instituant le départ à la retraite sans condition d'âge actuellement en vigueur sera bientôt abrogée par une autre ordonnance. Selon une source proche du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Protection sociale, la nouvelle ordonnance interviendra avant la fin du second trimestre de l'année en cours.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Au niveau du ministère du Travail, on indique que les textes d'application de la future ordonnance sont d'ores et déjà prêts. «Il ne reste que la décision présidentielle portant promulgation de la nouvelle loi», dit-on. Pour rappel, lors de la séance de clôture de la tripartite (gouvernement-UGTA-patronat), le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, avait annoncé un nouveau projet de loi modifiant l'ordonnance 97-13 insti-



Photo : Samir Sid

L'âge de départ à la retraite est maintenu à 60 ans.

tuant le départ à la retraite sans condition d'âge.

La même source a indiqué qu'une commission sera mise sur pied pour élaborer ce projet de loi, qui fixe l'âge de départ à la retraite à 60 ans par souci d'équité et de préservation des capacités de la Caisse nationale des retraites, a-t-il ajouté.

L'ordonnance 97-13 du 31 mai 1997 stipule dans son article 6 bis que «le bénéfice de la pension de retraite peut être accordé avec jouissance immédiate, avant l'âge prévu (60 ans) à l'article 6 dans les cas et

selon les modalités», cités par la loi.

Il est précisé également que la retraite peut être accordée «sans aucune condition d'âge lorsque le travailleur salarié a accompli une durée de travail effective ayant donné lieu à un versement de cotisations égales à trente-deux ans au moins».

Il est également stipulé qu'«à partir de l'âge de 50 ans, le travailleur salarié qui réunit une durée de travail effective ayant donné lieu à un versement de cotisations égales à 20 ans au moins peut demander le bénéfice

d'une pension de retraite proportionnelle». «L'âge et la durée de travail prévus à l'alinéa ci-dessus sont réduits de 5 ans pour les travailleurs salariés de sexe féminin», explique la même loi. Cela dit, selon des sources syndicales, le gouvernement risque de faire quelque peu marche arrière quant au timing de l'entrée en vigueur de la future ordonnance.

L'agitation sociale qui a suivi l'annonce par la tripartite au sujet du départ à la retraite est sérieusement prise en considération par le Premier ministre. La grogne sociale qui s'est exprimée au niveau de la zone industrielle de Rouiba risque de se propager aux autres zones, notamment les régions du Sud. Même constat au niveau de la Fonction publique, où on déclare que «la mauvaise gestion des uns et des autres n'incombe pas aux travailleurs qui se voient ainsi privés d'un acquis». Reste à savoir si le gouvernement Sellal, qui vient de procéder à un remaniement sur fond de critiques, ira au bout des décisions prises lors de la 19^e tripartite.

A. B.